



La CGT
des établissements
d'Enseignement supérieur
et de Recherche

Pour un Service public national
d'Enseignement supérieur et de Recherche,
laïque, démocratique et émancipateur

Communiqué

Urgence climatique, environnement, responsabilité sociétale, sobriété énergétique : pour les directeurs et directrices d'IUT, faites ce que je dis, pas ce que je fais

20 Octobre 2023

Tandis qu'au sein des IUT, se multiplient les activités, les conférences, les « Fresques du climat », ... autour des thématiques de l'environnement, du changement climatique, de la responsabilité citoyenne, pour les équipes de direction l'attitude est tout autre !

Au mois de mai 2023, durant 3 jours, comme chaque année, les directeur-trices des 108 IUT se sont réuni-es dans le cadre de l'ADIUT (Association des Directeur-trices d'IUT) à Nice. Au programme notamment : « des conférences et des tables-rondes organisées autour des enjeux de développement durable et de responsabilité sociétale ». Super ! Il semble pourtant plus simple d'en parler que d'agir... En effet, en AG, est votée la tenue de la prochaine Assemblée des Directeur-trices d'IUT qui aura lieu en mai 2024... à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) !

Oui, oui 33 500 km aller/retour, tout va bien ! Alors que l'on nous parle d'empreinte carbone, calculons l'impact par passager-e (https://co2.myclimate.org/fr/flight_calculators/new):

- 6 tonnes d'équivalent CO2 en classe éco,
- 11,4 en classe affaires,
- 17,8 en première classe

Soit entre 650 et ... 2000 tonnes de CO2 pour les 108 directeur-trices ! Il faut savoir, qu'en moyenne, un-e habitant-e en France émet 10 tonnes de CO2 par an. Et les expert-es estiment qu'il faudrait réduire ce chiffre à 2 tonnes par an pour limiter le réchauffement de la planète !

S'agirait-il d'un acte isolé ? Malheureusement non, en effet, en juin 2023, le Congrès National de la Recherche des IUT était organisé sur l'île de la Réunion...

Qu'en est-il de l'application de la Circulaire déclinant le plan sobriété énergétique ?

Ah oui, sans même parler de la dépense incongrue que représente un tel déplacement en période de restriction budgétaire (environ 2000€ le billet aller/retour, soit la modique somme de 216 000 euros pour les 108 directeur-trices, auxquels s'ajoutent des frais d'hébergement, de restauration, etc.), visiblement le « tout le monde doit faire des efforts » ne s'applique pas à toutes et tous...